

## **British Columbia Treaty Commission**

### **2018-2019 Annual Report on the *Access to Information Act***

#### Introduction

The British Columbia Treaty Commission is an independent body established by agreement between the First Nations Summit, the Government of Canada and the Government of British Columbia (the “Principals”). Its mandate is to facilitate the negotiation of treaties and other related agreements in British Columbia as set out in the British Columbia Treaty Commission Agreement. The legislation establishing the Treaty Commission deems it subject to the federal *Access to Information Act* and *Privacy Act*.

#### Purpose

The purpose of the *Access to Information Act* is to extend the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution in accordance with the principles that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

#### Statistical Report

See the attached statistical report for details regarding the number and dispositions of requests received during the fiscal year.

#### Interpretation of Statistical Report

The Treaty Commission received its first official request in 2000-2001, and it processed four requests in the fiscal year 2001-2002, one in 2002-2003, two in 2003-2004, three in 2004-2005 and one in 2005-2006. No requests were received in fiscal year 2006-2007. Two requests were received in 2007-2008. No requests were received in 2008-2009. One request was received in the fiscal year 2009-2010 and handled informally. Two requests were received in the fiscal year 2010-2011; one was handled informally, and copies related to part of the second request were provided. No requests were received in 2011-2012. Eight requests were received in 2012-2013. No requests were received in 2013-2014, or 2014-2015. One request was received in fiscal year 2016-2017. One request was received in 2017-2018. No requests were received in 2018-2019.

#### Institutional Policies and Procedures, and Information Management Framework

The Chief Commissioner is the designated “head of the institution” for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the *Access to Information Act*. The Chief Commissioner has staff members to assist her with *Access to Information Act* matters, and important issues are also discussed at Commission meetings.

The Treaty Commission has an organization-wide electronic document classification scheme that has been developed and applied to a records management database. Electronic

information-sharing procedures are in place in conjunction with the records management database.

The records management system (“RMS”) systematically controls all records from the time they are created or received, through their processing, distribution, organization, storage and retrieval, to their ultimate disposition. The system utilizes electronic scanning of all documentation. The diligent, comprehensive and ongoing application of the RMS results in reliable records, decreased record retrieval time, increased information sharing, improved access to current and historical records, and a drastic reduction in duplicated paper records.

No new or revised policies, guidelines or procedures related to the *Access to Information Act* were implemented during the reporting period. The Treaty Commission monitors all new Treasury Board Secretariat policies and directives in order to ensure compliance with the Act.

### Education and Training

The Treaty Commission is a small and independent organization, and its education and training initiatives are informal. One of the Commission’s advisors has become familiar with the requirements of the *Access to Information Act* and briefs the Commission and staff from time to time on the requirements and developments in respect of the Act.

### Complaints and Investigations

There was one (1) complaint and investigation pursuant to the *Access to Information Act* in 2012-2013. The complaint was dropped in July 2016, as was the investigation.

### Appeals to Federal Court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Access to Information Act* in 2018-2019.

## Commission des Traités de la Colombie-Britannique

### Rapport annuel de 2018-2019 sur la *Loi sur l'accès à l'information*

#### Introduction

La Commission des Traités de la Colombie-Britannique est un organisme indépendant établi en vertu d'une entente entre le Sommet des Premières Nations, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique (les «Principaux»). Son mandat est de faciliter la négociation de traités et d'autres ententes relatives aux traités en Colombie-Britannique comme stipulé dans l'Entente sur la Commission des traités de la Colombie-Britannique. La loi établissant la Commission des traités considère qu'elle est sujette aux *lois fédérales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

#### Objet

L'objet de la *Loi sur l'accès à l'information* est d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

#### Rapport statistique

Voyez le rapport statistique ci-joint pour les détails concernant le nombre de demandes traitées durant l'exercice financier et les dispositions prises à leurs égards.

#### Interprétation du rapport statistique

La Commission des Traités a reçu sa première demande officielle en 2000-2001, et quatre demandes ont été traitées en 2001-2002. Une demande a été reçue en 2002-2003, deux demandes en 2003-2004, trois demandes en 2004-2005 et une demande en 2005-2006. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2006-2007. Deux demandes ont été reçues en 2007-2008. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2008-2009. Une demande a été reçue dans l'année financière 2009-2010 et traitées de façon informelle. Deux demandes ont été reçues dans l'année financière 2009-2010; une a été traitée de façon informelle, et des copies liées à une partie de la deuxième demande ont été fournis. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2012-2013. Huit demandes ont été reçues en 2012-2013. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2013-2014, ou 2014-2015. Une demande a été reçue en exercice 2016-2017 et est reportée à 2017-2018. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2018-2019

#### Politiques et procédures institutionnelles et cadre de gestion de l'information

La présidente de la Commission des Traités est la personne désignée comme étant «Responsable d'institution» pour répondre aux demandes et autres décisions relatives à la *Loi sur l'accès à l'information*. La présidente est assistée par des membres du personnel pour les questions relatives à la *Loi sur l'accès à l'information* et les questions importantes sont aussi discutées lors des réunions de la Commission des Traités.

La Commission des Traités a développé un système de classement des documents pour toute la Commission et l'a appliqué à une nouvelle base de données pour la gestion des documents. De nouvelles procédures électroniques qui permettent le partage de l'information sont aussi en place, de concert avec la base de données pour la gestion des documents.

Le système de gestion des documents (SGD) contrôle systématiquement tous les documents du moment où ils sont créés ou reçus et les traite, distribue, organise, archive et retrace selon nos besoins. Le système utilise le balayage électronique de tous les documents. L'application diligente et complète du SGD nous fournit des registres fiables, diminue le temps de recherche de documents, augmente le partage de l'information, améliore l'accès aux documents courants et historiques et diminue radicalement la duplication de documents dans les registres.

Aucune politique nouvelle ou révisée, directives ou procédures liées à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été mises en œuvre au cours de la période considérée. La Commission des Traités surveille toutes les nouvelles politiques et directives du Secrétariat du Conseil du Trésor afin de garantir le respect de la loi.

### Éducation et formation

La Commission des Traités est une petite organisation indépendante et les initiatives en matière d'éducation et de formation sont faites de façon informelle. Un des conseillers de la Commission des Traités s'est familiarisé avec les exigences de la *Loi sur l'accès à l'information* et informe la Commission des Traités et les employés sur les conditions et les développements relatifs à cette loi.

### Plaintes et enquêtes

Il y avait 1 une plainte et enquête en vertu de l'accès à l'Information en 2012-2013. La plainte a été abandonnée en juillet 2016, comme c'était l'enquête.

### Appels en Cour fédérale

En 2018-2019, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur l'accès à l'information*.

## **British Columbia Treaty Commission**

### **2018-2019 Annual Report on the *Privacy Act***

#### Introduction

The British Columbia Treaty Commission is an independent body established by agreement between the First Nations Summit, the Government of Canada and the Government of British Columbia (the “Principals”). Its mandate is to facilitate the negotiation of treaties and other related agreements in British Columbia as set out in the British Columbia Treaty Commission Agreement. The legislation establishing the Treaty Commission deems it subject to the federal *Access to Information Act* and *Privacy Act*.

#### Purpose

The purpose of the *Privacy Act* is to extend the present laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to that information.

#### Statistical Report and Interpretation and section 8 *Privacy Act* Disclosures

The statistical report for the fiscal year 2018-2019 is attached. There was one informal request received under the *Privacy Act* during the fiscal year. No relevant documents existed in the possession of the Treaty Commission, and the requester was directed to other federal departments. The description in InfoSource gives some people the impression that the British Columbia Treaty Commission is the main contact for all *Privacy Act* requests for the whole of the federal government in British Columbia, which is not the case. No disclosures were made pursuant to subsection 8(2) of the *Privacy Act* during the fiscal year.

#### Institutional Policies and Procedures, and Information Management Framework

The Chief Commissioner is the designated “head of the institution” for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the *Privacy Act*. The Chief Commissioner has staff members to assist her with *Privacy Act* matters, and important issues are also discussed at Commission meetings.

The Treaty Commission has an organization-wide electronic document classification scheme that has been developed and applied to a records management database. Electronic information-sharing procedures are in place in conjunction with the records management database.

The records management system (“RMS”) systematically controls all records from the time they are created or received, through their processing, distribution, organization, storage and retrieval, to their ultimate disposition. The system utilizes electronic scanning of all documentation. The diligent, comprehensive and ongoing application of the RMS results in reliable records, decreased record retrieval time, increased information sharing, improved access to current and historical records, and a drastic reduction in duplicated paper records.

No new or revised policies, guidelines or procedures related to the *Privacy Act* were implemented during the reporting period. The Treaty Commission monitors all new Treasury Board Secretariat policies and directives in order to ensure compliance with the Act.

#### Privacy Impact of Any Legislation, Policy and Service Delivery Initiatives or Data Matching and Data Sharing Agreements

The Treaty Commission is not aware of any legislation, policy and service delivery initiatives or data matching and data sharing agreements that would impact its responsibilities under the *Privacy Act*.

No new data matching and sharing activities were undertaken in 2018-2019.

#### Improvements to Privacy Protection

The Treaty Commission's new records management system will improve its ability to comply with the *Privacy Act*.

#### Monitoring Compliance

No monitoring was conducted during the reporting period.

#### Privacy Impact Assessments and Preliminary Privacy Impact Assessments

No Privacy Impact Assessments or Preliminary Privacy Impact Assessments were initiated in 2018-2019.

#### Material Privacy Breaches

No material privacy breaches occurred during the reporting period.

#### Education and Training

The Commission is a small and independent organization, and its education and training initiatives are informal. One of the Commission's advisors has become familiar with the requirements of the *Privacy Act* and briefs the Commission and staff from time to time on the requirements and developments in respect of the Act.

No formal training activities related to access to information for employees was provided in the reporting period.

#### Complaints and Investigations

There were no complaints or investigations pursuant to the *Privacy Act* in 2018-2019.

#### Appeals to Federal Court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Privacy Act* in 2018-2019.

## Commission des traités de la Colombie-Britannique

### Rapport annuel de 2018-2019 sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

#### Introduction

La Commission des traités de la Colombie-Britannique est un organisme indépendant établi en vertu d'une entente entre le Sommet des Premières Nations, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique (les «Principaux»). Son mandat est de faciliter la négociation de traités et d'autres ententes relatives aux traités en Colombie-Britannique comme stipulé dans l'Entente sur la commission des traités de la Colombie-Britannique. La loi établissant la Commission des traités considère qu'elle est sujette aux *lois fédérales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

#### Objet

L'objet de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

#### Rapport statistique et interprétation et divulgations en vertu de la section 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Voyez le rapport statistique ci-joint pour l'exercice financier 2018-2019. Il y avait eu trois demandes informelles en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de l'exercice financier. La Commission des traités de la Colombie-Britannique n'avait aucun document et à réacheminer le demandeur aux autres ministères fédéraux. La description dans Info Source donne à certaines personnes l'impression que la Commission des traités de la Colombie-Britannique est le contact primaire pour toutes demandes de renseignements personnels de l'ensemble du gouvernement fédéral en Colombie-Britannique, ce qui n'est pas le cas. Aucune divulgation n'a été faite conformément à l'article 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* durant l'exercice financier.

#### Politiques et procédures institutionnelles et cadre de gestion de l'information

La présidente de la Commission des Traités est la personne désignée comme étant «Responsable d'institution» pour répondre aux demandes et autres décisions relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La présidente est assistée par des membres du personnel pour les questions relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les questions importantes sont aussi discutées lors des réunions de la Commission des Traités.

La Commission des Traités a développé un système de classement des documents pour toute la Commission et l'a appliqué à une nouvelle base de données pour la gestion des documents. De nouvelles procédures électroniques qui permettent le partage de l'information sont aussi en place, de concert avec la base de données pour la gestion des documents.

Le système de gestion des documents (SGD) contrôle systématiquement tous les documents du moment où ils sont créés ou reçus et les traite, distribue, organise, archive et retrace selon

nos besoins. Le système utilise le balayage électronique de tous les documents. L'application diligente et complète du SGD nous fournit des registres fiables, diminue le temps de recherche de documents, augmente le partage de l'information, améliore l'accès aux documents courants et historiques et diminue radicalement la duplication de documents dans les registres.

Aucune politique nouvelle ou révisée, directives ou procédures liées à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été mises en œuvre au cours de la période considérée. La Commission des Traités surveille toutes les nouvelles politiques et directives du Secrétariat du Conseil du Trésor afin de garantir le respect de la loi.

#### Incidence sur la protection des renseignements personnels notamment les initiatives en matière de législation, de politique et de prestation de services ou ententes relatives au couplage et au partage des données

La Commission des Traités n'est pas au courant d'aucune initiative en matière de législation, de politique et de prestation de services, ou d'ententes relatives au couplage et partage des données qui pourraient affecter ses responsabilités vis-à-vis la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Aucune initiative relative au couplage ou au partage des données n'a été entreprise durant l'exercice financier 2018-2019.

#### Amélioration de la protection des renseignements personnels

Le nouveau système de gestion des documents de la Commission des Traités améliorera sa capacité à se conformer à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

#### Surveillance de la conformité

Aucune surveillance n'a été effectuée pendant la période de référence.

#### Évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels et évaluations préliminaires d'incidences sur la protection des renseignements personnels

Il n'y a eu aucune initiative relative aux évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels ou évaluations préliminaires d'incidences sur la protection des renseignements personnels durant l'exercice financier 2018-2019.

#### Infractions matérielles à la vie privée

Aucune atteinte à la vie privée importante n'est survenue pendant la période de référence.

#### Éducation et formation

La Commission des Traités est une petite organisation indépendante et les initiatives en matière d'éducation et de formation sont faites de façon informelle. Un des conseillers de la Commission des Traités s'est familiarisé avec les exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et informe la Commission des Traités et les employés sur les conditions et les développements relatifs à cette loi.



Aucune activité de formation officielle liée à l'accès à l'information n'a été offerte aux employés au cours de la période visée.

#### Plaintes et enquêtes

Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2018-2019.

#### Appels en Cour fédérale

En 2018-2019, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.



## Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: British Columbia Treaty Commission

Reporting period: 2018-04-01 to 2019-03-31

### Part 1: Requests Under the Access to Information Act

#### 1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

#### 1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
<b>Total</b>	<b>0</b>

#### 1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
0	0	0	0	0	0	0	0

**Note:** All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

## Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

### 2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	24(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

\* I.A.: International Affairs    Def.: Defence of Canada    S.A.: Subversive Activities

## 2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

## 2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5 Complexity

### 2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0

### 2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0

### 2.6 Deemed refusals

#### 2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

#### 2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

### 2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## Part 3: Extensions

### 3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

### 3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	0	\$0	0	\$0
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
<b>Total</b>	0	\$0	0	\$0

## Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

### 5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

### 5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

### 5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

### 6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
0	0	0	0

## Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0



**Part 9: Resources Related to the Access to Information Act**

**9.1 Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

**9.2 Human Resources**

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>

**Note:** Enter values to two decimal places.



## Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: British Columbia Treaty Commission

Reporting period: 2018-04-01 to 2019-03-31

### Part 1: Requests Under the *Privacy Act*

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

### Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

#### 2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

## 2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

## 2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5 Complexity

### 2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.6 Deemed refusals

### 2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

## 2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## Part 3: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

## Part 4: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received	Number
Notations attached	0
Requests for correction accepted	0
<b>Total</b>	0

## Part 5: Extensions

### 5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	15(a)(i) Interference With Operations	15(a)(ii) Consultation		15(b) Translation or Conversion
		Section 70	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## 5.2 Length of extensions

Length of Extensions	15(a)(i) Interference with operations	15(a)(ii) Consultation		15(b) Translation purposes
		Section 70	Other	
1 to 15 days	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## Part 6: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

### 6.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

### 6.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## Part 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

### 7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**Part 8: Complaints and Investigations Notices Received**

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

**Part 9: Privacy Impact Assessments (PIAs)**

Number of PIA(s) completed	0
----------------------------	---

**Part 10: Resources Related to the Privacy Act**

**10.1 Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

**10.2 Human Resources**

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>

**Note:** Enter values to two decimal places.





## Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Commission des traités de la Colombie-Britannique

Période d'établissement de rapport : 2018-04-01 au 2019-03-31

### **PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

#### 1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

#### 1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
<b>Total</b>	<b>0</b>

#### 1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
0	0	0	0	0	0	0	0

**Remarque :** Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

## PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

### 2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) a)	0	16(2)	0	18 a)	0	20.1	0
13(1) b)	0	16(2) a)	0	18 b)	0	20.2	0
13(1) c)	0	16(2) b)	0	18 c)	0	20.4	0
13(1) d)	0	16(2) c)	0	18 d)	0	21(1) a)	0
13(1) e)	0	16(3)	0	18.1(1) a)	0	21(1) b)	0
14	0	16.1(1) a)	0	18.1(1) b)	0	21(1) c)	0
14 a)	0	16.1(1) b)	0	18.1(1) c)	0	21(1) d)	0
14 b)	0	16.1(1) c)	0	18.1(1) d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1) d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1) a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1) b)	0	24(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1) a)	0	20(1) b.1)	0	26	0
16(1) a)(i)	0	16.4(1) b)	0	20(1) c)	0		
16(1) a)(ii)	0	16.5	0	20(1) d)	0		
16(1) a)(iii)	0	17	0				
16(1) b)	0						
16(1) c)	0						
16(1) d)	0						

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

## 2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 a)	0	69(1)	0	69(1) g) re a)	0
68 b)	0	69(1) a)	0	69(1) g) re b)	0
68 c)	0	69(1) b)	0	69(1) g) re c)	0
68.1	0	69(1) c)	0	69(1) g) re d)	0
68.2 a)	0	69(1) d)	0	69(1) g) re e)	0
68.2 b)	0	69(1) e)	0	69(1) g) re f)	0
		69(1) f)	0	69.1(1)	0

## 2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0

### 2.6 Présomptions de refus

#### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

#### 2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

### 2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## PARTIE 3 - Prorogations

### 3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

### 3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0	0	\$0
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
<b>Total</b>	0	\$0	0	\$0

## PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

### 5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

### 5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

### 6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
0	0	0	0

## PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

## **PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**

### **9.1 Coûts**

<b>Dépenses</b>		<b>Montant</b>
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

### **9.2 Ressources humaines**

<b>Ressources</b>	<b>Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information</b>
Employés à temps plein	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>

**Remarque :** Entrer des valeurs à deux décimales.





## Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Commission des traités de la Colombie-Britannique

Période d'établissement de rapport : 2018-04-01 au 2019-03-31

### **PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

### **PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport**

#### 2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1) a) (i)	0	23 a)	0
19(1) a)	0	22(1) a) (ii)	0	23 b)	0
19(1) b)	0	22(1) a) (iii)	0	24 a)	0
19(1) c)	0	22(1) b)	0	24 b)	0
19(1) d)	0	22(1) c)	0	25	0
19(1) e)	0	22(2)	0	26	0
19(1) f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

## 2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1) a)	0	70(1)	0	70(1) d)	0
69(1) b)	0	70(1) a)	0	70(1) e)	0
69.1	0	70(1) b)	0	70(1) f)	0
		70(1) c)	0	70.1	0

## 2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.6 Présomptions de refus

### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statuaire

Nombre de demandes fermées après le délai statuaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

## 2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## PARTIE 3 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

## PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
<b>Total</b>	<b>0</b>

## PARTIE 5 – Prorogations

### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

### 6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## PARTIE 7- Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

### 7.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## PARTIE 8 - Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

## PARTIE 9 - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

## PARTIE 10 - Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

### 10.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

### 10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>

**Remarque :** Entrer des valeurs à deux décimales.

**British Columbia Treaty Commission**

**New Exemptions Tables**

Access to Information Act	
Section	Number of requests
16.31 Investigation under the Elections Act	0
16.6 National Security and Intelligence Committee	0
23.1 Patent or Trademark privilege	0

Privacy Act	
Section	Number of requests
22.4 National Security and Intelligence Committee	0
27.1 Patent or Trademark privilege	0

**Commission des traités de la Colombie-Britannique**

**Tableau de nouvelles exceptions**

Loi sur l'accès à l'information	
Article	Nombre de demandes
16.31 Enquête aux termes de la Loi électorale du Canada	0
16.6 Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	0
23.1 Renseignements protégés : brevets et marques de commerce	0

Loi sur la protection des renseignements personnels	
Article	Nombre de demandes
22.4 Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	0
27.1 Renseignements protégés : brevets et marques de commerce	0